

En l'absence de politique publique d'accueil, une expérience associative dans la mouvance de la FGTB de Bruxelles (1968 – 1989)

Alain Leduc¹

L'histoire sociale bruxelloise de ces 40 dernières années est peu écrite, surtout la période précédant l'émergence de la Région bruxelloise. Bien sûr, il existe de quelques monographies ou articles très ciblés sur l'un ou l'autre sujet, mais avec peu de vision globale. Cette situation est d'autant plus criante lorsqu'il s'agit d'écrire une représentation de l'histoire du point de vue des associations, comme si chaque association avait une vie propre, une histoire propre, déconnectée des situations sociales locales, régionales, nationales, européennes et mondiales. Relier la petite histoire (associative) avec la grande histoire (sociale) nous semble un enjeu majeur pour que les associations puissent s'inscrire pleinement dans le changement social. Le Collectif Formation Société dispose d'archives importantes de l'histoire associative, dont l'auteur a été un des acteurs. Un des objectifs des prochaines années sera de permettre aux associations et à leurs publics de se réapproprier cette histoire sociale collective. L'analyse qui suit en est une première approche de ces 40 années à l'aune d'une expérience particulière à Saint-Gilles, au 43 rue de Suède.

L'histoire que nous allons analyser a une unité de lieu (le 43 rue de Suède), de temps (le début des années 70) et d'acteurs (une « gauche » issue de mai 68, dans le syndicat, l'immigration, et les « profs » d'alphabétisation). Une rencontre inédite de trois courants, de trois approches, qui se sont enrichis mutuellement : celle d'une organisation syndicale (la FGTB de Bruxelles), celle de travailleurs immigrés économiques (dans la foulée de l'accord bilatéral de 1964) et d'exilés politiques marocains (fuyant les « années de plomb » du régime de Hassan II), et celle d'intellectuels belges (issus de mai 68 et en quête de « militance utile ») qui ont créé des cours d'alphabétisation. Même si ces approches se sont maintes fois croisées, souvent enrichies et parfois combattues, nous commencerons par les présenter séparément, pour évoquer ensuite ce que la dynamique de leur rencontre a permis.

L'approche syndicale de la FGTB de Bruxelles

La fin des années 60 et le début des années 70 sont marqués par de nouvelles luttes ouvrières très caractéristiques. L'après-guerre avait permis l'émergence d'une sécurité sociale forte et d'une

¹ L'auteur n'est pas historien, mais a été un des acteurs et fil conducteur des expériences décrites. Il est donc fortement **impliqué** dans cette écriture, et assume pleinement sa subjectivité. L'important est de dire d'emblée « de quel point de vue engagé on parle » plutôt que de prétendre à une quelconque « objectivité » (qu'il recherche par ailleurs en se distanciant de l'objet de recherche).

concertation sociale permanente entre patrons et syndicats. Chaque année, les organisations syndicales négociaient et obtenaient un certain nombre d'avantages pour les ouvriers. En contrepartie de cela, elles signaient une clause de « paix sociale », s'engageant à ne pas revendiquer au-delà des acquis.

Malgré les avantages acquis, plusieurs grandes grèves éclatent à Bruxelles, fin des années 60. Celle de Citroën Forest en 1969. Celle des travailleurs de Michelin en 1970. Des grèves dans les mines du Limbourg à la même époque. Les grèves bruxelloises ont de nombreux points communs :

- Elles sont menées par des travailleurs immigrés (principalement espagnols à Bruxelles), qui deviennent majoritaires dans ces entreprises, les « belges de souche » ne représentant parfois plus que la contre maîtrise ; il y a donc là l'espace d'un conflit « communautaire ».
- Les Espagnols ont à la fois importé une culture anarcho-syndicaliste qui les pousse à plus de démocratie directe dans l'entreprise ; ils récusent les accords de « paix sociale » alors qu'ils vivent des augmentations de productivité et des problèmes de sécurité-hygiène sur le lieu de travail ; ils se sont syndiqués et ont suivi une formation syndicale interprofessionnelle forte, « de lutte de classe ».
- Ces grèves sont des grèves sauvages, c'est-à-dire décidées en dehors des organisations syndicales, et remettent en cause la paix sociale ; elles interrogent donc fortement les centrales professionnelles qui ne les reconnaissent pas. Certains slogans fleurissent, notamment sur « la sainte alliance capitaliste = patronat + syndicats + flics ».
- Dans le mouvement, des délégués de base sont élus de manière directe, atelier par atelier et parfois sans stratégie globale. Le mot d'ordre est même d'organiser des « comités ouvriers » par usine, et en-dehors des syndicats. Le « Groot arbeiders komitee » joue un rôle fédérateur dans ce sens. Dans tous les cas, une dualité s'installe entre le « délégué syndical de base » et les permanents et délégués désignés par l'appareil, qui sont jugés peu représentatifs.

De nombreuses grèves éclatent : « Parmi les conflits sociaux les plus marquants on peut citer la grève à l'usine Citroën à Forest (1969), motivée par des considérations salariales et le refus d'augmenter le rythme de production ; l'occupation de l'usine Michelin (1970), qui met surtout l'accent sur la faible représentation des travailleurs immigrés au sein des structures syndicales ; les grèves dans les charbonnages du Limbourg (1970), à Beringen (1976), à Zolder (1976) ; des grèves pour de meilleurs logements à Henricot (1975) ; la grève de la faim des travailleurs clandestins à Schaerbeek pour la régularisation de leur situation (1974), etc. »².

La grève de Michelin se termine de manière dramatique par le licenciement de tous les ouvriers grévistes. Elle ébranle fortement l'organisation syndicale, divisée entre les centrales professionnelles (qui ne reconnaissent pas la grève) et la régionale interprofessionnelle (qui de fait la soutient). Au niveau régional, deux hommes de gauche sont à la barre : René De Schutter, secrétaire régional

2 <http://www.ulb.ac.be/socio/germe/documentsenligne/polmult2.pdf>

interprofessionnel et Angel Enciso, responsable de la formation syndicale et par ailleurs responsable du Parti communiste espagnol pour le Benelux.

Voici ce qu'en dit René De Schutter que nous avons interviewé en 2003 : « Il y avait donc une certaine mouvance dans les frontières entre la régionale interprofessionnelle et les sections professionnelles. En principe, lorsque cela fonctionnait bien, la régionale laissait les sections professionnelles poursuivre. On en arrivait donc à une situation où la régionale était en réalité gérée par les sections. Mais ce fonctionnement pouvait donner lieu à des contradictions et des conflits.

Prenons le cas d'un exemple qui a été tragique pour nous tous : celui de la grève de Michelin ! A l'époque, 90% des travailleurs étaient des migrants. Les seuls Belges étaient les contremaîtres. Nous avons mené au cours des années 1967-68-69-70, un important travail de syndicalisation, des réunions, des formations de travailleurs migrants qui s'étaient syndiqués assez largement. Mais lorsque l'on introduit une telle dynamique de formation, il devient très difficile d'arrêter les choses. Si, au cours d'une formation, on apprend aux travailleurs à ne pas avoir une attitude de subordination par rapport au patronat, les travailleurs vous prennent au sérieux. Lorsque ceux-ci décident alors de faire grève, la section professionnelle ne pourra pas nécessairement les suivre si elle a obtenu la paix sociale dans le secteur et s'est engagée à la respecter. Il y aura donc un conflit à l'intérieur du syndicat qui sera difficile à gérer ».

René De Schutter est aussi très influencé par le syndicalisme italien, et les grands mouvements sociaux des années 68-69 à l'usine Fiat de Turin notamment.

« Toute lutte contre les conditions effrayantes du travail était plus « politique » que les journées de grève générale lancées par les syndicats car ces luttes signifiaient un refus de toutes les relations existantes entre salariés et employeurs. Le moment décisif de la mise en évidence d'un mouvement général fut le transfert, au début de l'année 69, du centre de la combativité ouvrière à l'usine FIAT Mirafiori de Turin, régime industriel totalitaire et lieu de concentration de 50.000 ouvriers.

À Turin les ouvriers de la FIAT rentraient régulièrement en contact avec des militants du mouvement étudiant, en pleine effervescence en 1968-1969. Des assemblées se tenaient où les ouvriers revendiquaient la lutte contre les cadences élevées et contre la surveillance accrue à l'intérieur de l'usine de la part des chefs d'atelier. Une série de grèves « tournantes » eurent lieu, pendant lesquelles les travailleurs faisaient grève atelier par atelier pour une durée limitée. Cette stratégie provoqua des pertes importantes pour la direction tout en minimisant les pertes de salaires pour les ouvriers. Une autre tactique employée à la FIAT mais aussi ailleurs comme à l'usine de Borletti fut celle de la « pratique de l'objectif ». Au lieu de revendiquer la fin du travail au rendement, les travailleurs réduisaient la production eux-mêmes. « En réduisant la production, et donc en gagnant pour notre santé, avec la faible perte de 14 liras à l'heure sans même une heure de grève, nous nuisons au patron comme si nous faisons grève 15 jours. »³

Il ramène d'Italie un certain nombre de documents émanant de la dynamique italienne, notamment *L'ambiente di lavoro*⁴, remarquable ouvrage de vulgarisation qui servira de base aux

³ <http://quefaire.lautre.net/spip.php?article251>

⁴ *L'ambiente di lavoro*, FIM-FIOM-UILM, Roma 1971.

formations syndicales en matière de sécurité et d'hygiène, mais aussi à plusieurs manuels d'alphabétisation édités par le groupe alpha à l'époque.

Angel Enciso⁵ évoque quant à lui cette période de construction de l'unité de la classe ouvrière sous l'angle des intérêts de classe : « *C'est dans la grève de la construction en 1967 que j'ai rencontré des travailleurs marocains. C'était une grève où des travailleurs espagnols étaient aussi impliqués. La grève fut courte, mais réussie. Et elle parvint à instaurer le dialogue. Les espagnols ont dû dépasser pas mal de préjugés par rapport aux marocains colonisés. Il y avait un échange difficile. La perspective d'une lutte de classe solidaire était tout à fait nécessaire. Cette perspective nous guidait dans nos premiers contacts, et nous guidait pour créer l'unité des travailleurs. La FGTB nous a beaucoup aidés ...* »

Les dynamiques intellectuelles⁶ mobilisées par René De Schutter aboutissent à une nouvelle nécessité : celle de doter la classe ouvrière des outils intellectuels nécessaires à son émancipation. Il rénove tout d'abord le syndicalisme en y important plusieurs concepts fondateurs : l'« intellectuel collectif » de Gramsci, la « masse critique » et le « rapport de force ». Il développe bien sûr les formations syndicales de délégués (délégués syndicaux, comité de sécurité et hygiène, conseil d'entreprise, contrôle ouvrier...), mais très rapidement il tente de créer un lien fort entre le syndicat et l'université en créant « l'université syndicale »⁷.

Mateo Alaluf, sociologue de l'ULB, qui participe à l'expérience la relate ainsi : « *Les universités populaires d'aujourd'hui, du moins en Belgique, remontent autour des années 68. A ce moment - là c'est en gros deux générations : une génération de personnes âgées qui se rattachent à l'ancien courant de l'éducation permanente, de l'éducation populaire, comme Marcel Hicter ou Henri Janne, et puis des jeunes gens qui sont à l'université, des étudiants, des assistants ou des enseignants qui sont déjà pris avant 19 68 par l'idée d'ouverture de l'université, de remise en cause de la pédagogie telle qu'elle se pratiquait à l'époque, en particulier des cours ex cathedra, et de la non directivité, et en même temps, qui ont un engagement politique au niveau syndical.*

Entre ces deux générations, la vieille et la nouvelle de l'époque, il y a un personnage clé à l'intersection, c'était René De Schutter, secrétaire régional de la FGTB, qui avait la préoccupation de renouveler totalement la formation syndicale, et qui était en même temps lié aux jeunes intellectuels, avec l'idée très forte de l'ouverture de l'université qui se conjugue avec celle de la formation syndicale, donc on part avec l'idée de créer une université syndicale ».

Du point de vue syndical, le contexte est donc à la rénovation de l'action syndicale, à l'accueil des immigrés et à la volonté de faire vivre une université syndicale.

5 Dans *Les passeurs de la mémoire sociale, 1964-2004*, coordonné par BENTALEB Mustapha.

6 Elles dureront de 1967 à 1977 et les principaux textes fondateurs sont édités dans « 10 ans de textes à l'intérieur du syndicat », *Contradictions*, 1978.

7 Il relate cette démarche dans « Fil rouge, en quête de sens... », *Les Cahiers du Fil Rouge*, n° 1, 2003.

L'approche de l'immigration marocaine

L'immigration marocaine arrive en Belgique dans la foulée des accords bilatéraux entre la Belgique et le Maroc en 1964. Des milliers de travailleurs migrants arrivent ainsi seuls, à la gare du Midi. Il n'y a aucune politique d'accueil, et ils sont souvent victimes d'arnaqueurs qui leur proposent logement, emploi ou papiers contre rémunération. Leur quartier général se situe au café « Au Petit Coq » face à la gare du Midi. Le quartier du midi est sous la menace d'expropriation par le plan De Saeger (du nom du ministre des Travaux publics de 1967 à 1973, Jos De Saeger), qui vise à relier le grand ring au centre-ville par une autoroute urbaine le long de la voie de chemin de fer. Dans ce contexte, le Quartier du Midi est laissé à l'abandon, et ces migrants trouvent des logements de très mauvaise qualité. Ils travaillent dans diverses usines brabançonnaises, par exemple aux Forges de Clabecq, à Tudor (Louvain)...

A côté de ces travailleurs immigrés économiques arrivent aussi un certain nombre d'exilés politiques⁸, fuyant les années de plomb du régime de Hassan II. Parmi eux notamment, Mohamed El Baroudi⁹, un intellectuel très engagé et soucieux d'organiser cette immigration marocaine pour qu'elle dispose de droits : *« Les Marocains n'ont jamais posé les armes matérielles, politiques et syndicales pour lutter contre l'occupation française. Lors de leur accession à l'indépendance en 1956, ils ont eu l'espoir de voir les richesses du pays retourner au peuple. Mais le palais et le "néo-colonialisme" français se sont alliés pour garder les richesses naturelles et industrielles. Le peuple, trahi dans ses espoirs, a lancé un mouvement de révolte dans les villes et les campagnes. Les paysans revendiquaient le retour des terres spoliées et les citoyens réclamaient du travail et des écoles. Ce mouvement d'opposition a été largement réprimé de 1958 à 1965, par l'appareil militaire, policier et administratif de l'Etat soutenu directement par la France néo-colonisatrice. En juillet 1963, 5.000 militants et militantes sont tombés entre les mains de la police. Lors de la révolte de Casablanca en mars 1965, 5.000 personnes ont été abattues. De nombreux militants ont été assassinés comme Mehdi Ben Barka qui s'est réfugié à Paris mais y a été enlevé puis liquidé.*

Je faisais moi-même partie de ces opposants puisque j'étais militant au sein de l'Union Nationale des Forces Populaires. Il s'agissait d'une grande organisation regroupant les forces vives de la nation : ouvriers, paysans résistants, anciens de l'armée de libération, et surtout le syndicat étudiant (l'Union Nationale des Etudiants du Maroc). Ce sont ces paysans, citoyens, ouvriers, militants, déçus, spoliés et opprimés qui ont constitué la vague d'immigration des années 60. La Belgique, en pénurie de main-d'œuvre, en a accueilli par dizaines de milliers sur ses terres en un laps de temps très court ».

Il souligne également l'absence totale de politique d'immigration : *« Le manque total d'accueil était la caractéristique la plus frappante de l'immigration marocaine en Belgique : le patronat avait appelé cette main-d'œuvre en masse, mais n'avait prévu aucune structure d'accueil.*

A cette époque, aux travailleurs qui voulaient venir en Belgique, on disait : "Va à la gare du Midi et débrouille-toi !" Ils se retrouvaient alors à la gare avec leurs vieilles valises et leurs cartons à regarder les passants en se disant : "Celui-là a l'air d'être Marocain ou Algérien. Si je lui dis un "Salam

8 « Fil rouge, en quête de sens... », *Les Cahiers du Fil Rouge*, n° 1, 2003.

9 « Mohamed El Baroudi, 40 ans d'immigration marocaine à Bruxelles », *Les Cahiers du Fil Rouge*, n° 7-8, 2007.

Aleïkoum” peut-être me donnera-t-il un renseignement pour trouver du travail, un logement et m’expliquera- t-il comment la vie est organisée ici ”.

Il y avait, bien entendu, tout un commerce intermédiaire mis en place par des immigrés malins qui profitaient du manque d’expérience et de connaissance de terrain des nouveaux venus. Ils vendaient alors des renseignements : 1.000 francs pour un endroit où trouver une adresse d’embauche, 2.000 francs pour être accompagné, 500 francs pour un logement, 1.000 francs pour être conduit chez le propriétaire...

C’est pourquoi les premières actions des militants marocains consistaient à aider les ouvriers à lire une adresse, trouver un lieu d’embauche, à aider ces gens qui, pour la grande majorité, venaient de la campagne et n’avaient jamais été à l’école. Certains de ces militants marocains étaient installés en Belgique bien avant la vague des années 60. Il s’agissait principalement d’étudiants qui s’étaient regroupés au sein d’une section syndicale : l’Union Nationale des Etudiants du Maroc. Le syndicat étudiant était la seule structure d’accueil à l’époque.

Malheureusement, elle était à l’ULB et non pas à la gare du Midi ! Il a fallu l’arrivée des militants pour nouer le lien entre les étudiants et la gare du Midi. Parmi les militants, il y avait des étudiants expulsés de leur lycée dont Abderrahman Cherradi, des enfants de paysans qui se sont révoltés comme Mohamed El Yahyaoui, etc. ».

Dans la même logique émancipatrice que l’université syndicale, la FGTB encourage des intellectuels belges à créer des cours d’alphabétisation pour ces travailleurs migrants. Mohamed El Yahyaoui est un des premiers élèves des cours d’alphabétisation, et un des plus assidus, dans le cadre du local de la FGTB, rue de Suède. Il en a même les clés, et joue un rôle modeste et efficace dans l’organisation.

Après des cours d’alphabétisation, Mohamed El Yahyaoui reprend des études professionnelles et techniques en cours du soir aux Arts et Métiers de Bruxelles. Ce n’est pas une promotion personnelle qui le motive, mais le plaisir d’apprendre. Il devient ouvrier clarkiste chez Vanneste et Brel, la cartonnerie de la famille Brel à Anderlecht. Il y devient rapidement délégué syndical¹⁰ « de base » ne manque-t-il jamais de préciser, jusqu’à sa pension.

Pendant tout son itinéraire professionnel et militant, il sera un des co-fondateurs de nombre de projets issus de cette histoire syndicale : les Ecoles de l’Avenir, l’asbl Collectif d’Alphabétisation, l’asbl Formation Insertion Jeunes (FIJ), l’asbl Collectif Formation Société (CFS), et plus récemment en 2009, l’Université populaire de Bruxelles.

Pour améliorer le quotidien de ces travailleurs immigrés, et organiser leurs luttes et revendications, plusieurs logiques d’organisation sont en œuvre.

Deux associations voient d’abord le jour et font l’unanimité. Un club de football, l’Union Sportive Maghrébine est créé. Puis, sur un plan plus dramatique, le Fonds de Solidarité Maghrébine est créé

10 Son itinéraire de délégué syndical a fait l’objet d’une émission concédée de la FGTB à la RTBF « Mon délégué, c’est un immigré », 1983.

pour récolter des fonds pour rapatrier au Maroc le corps de travailleurs immigrés décédés sur des chantiers à Bruxelles et à Zaventem.

Mais très rapidement dans les années 70, les démocrates marocains exilés à Bruxelles sont divisés sur la stratégie à suivre.

Certains s'organisent dans les sections immigrées de la FGTB et de la CSC, ce sont ceux qui considèrent sans doute le plus que leur place est ici, et qui sont dans la perspective de s'installer définitivement et de fonder une famille ici.

D'autres souhaitent retourner au pays dès qu'ils estimeront la répression moins forte ou des conditions meilleures réunies ; une coopérative est ainsi créée au Maroc.

Enfin une grande partie des travailleurs immigrés s'organisent dans le cadre du Regroupement Démocratique Marocain (RDM)¹¹. Mohamed El Baroudi en est le fondateur, Mohamed El Yahyaoui y participe activement. L'association est très diversifiée et milite entre alphabétisation, culture et hypothèse de retour au pays. La situation au Maroc est suivie de près, et des positions courageuses sont prises notamment lorsque le roi Hassan II organise la « marche verte », le RDM prône l'autodétermination du peuple sahraoui.

Tous ces courants ont eu en commun d'être présents dans les locaux de la FGTB de la rue de Suède, et de contribuer au débat d'idées sur les enjeux de l'organisation de l'immigration. Ils ont mené de nombreux combats communs, comme la régularisation des sans-papiers en 1974, la lutte antiraciste, les cours d'arabe ou la représentation de l'immigration au sein du Comité de Liaison des Organisations de Travailleurs Immigrés (CLOTI).

L'approche des intellectuels belges

L'équipe de base est lancée par Annie Crolop, professeure de français, et Claire Mergeay, logopède, d'abord pour des travailleurs espagnols en 1968, puis marocains en 1970.

D'où viennent ces militants qui apparaissent dans le champ syndical socialiste ? Du monde sociologique chrétien et de la mouvance d'extrême gauche de l'après 68 !

« Une des influences de notre mouvement est celle des "chrétiens révolutionnaires". En effet, la mouvance de mai 68 a fait des vagues dans différents domaines y compris celui de l'Eglise. C'est dans ce contexte qu'est né Vatican II et le mouvement de la théologie de la libération, qui a connu un succès énorme en Amérique latine. De nombreux prêtres marxistes se sont engagés. Ce mouvement a eu des répercussions en Europe avec les prêtres ouvriers. Nous avons beaucoup de contacts, au sein de la FGTB, avec des prêtres ouvriers qui étaient également militants syndicaux. Parmi notre groupe d'enseignants, il y avait ce que l'on appelait les "chrétiens révolutionnaires" ou chrétiens de gauche.

11 L'histoire de cette association a fait récemment l'objet d'une publication : FRENNET-DE KEYSER Anne, *Histoire du Regroupement Démocratique Marocain*, Bruxelles, Carhima asbl, 2011.

L'un d'eux, Angelo Enciso, prêtre et représentant du parti communiste espagnol pour le Benelux, m'a parlé des travailleurs espagnols du club Garcia Lorca qui était alors encadré par des communistes. C'est avec ces travailleurs espagnols que nous avons démarré les premiers cours de français. J'ai commencé ces cours de français avec une amie logopède, Claire Mergeay, avec laquelle j'ai travaillé pendant un an. Ensuite nous avons élargi le groupe à d'autres enseignants et logopèdes. Cette collaboration a été extrêmement enrichissante d'un point de vue technique. Je me souviens que parmi nos tout premiers travailleurs marocains, il y avait des montagnards qui n'avaient jamais pris un stylo en main. Ils avaient l'habitude de tenir des objets lourds comme des pelles mais certainement pas de stylo. Une des logopèdes a eu l'idée d'utiliser l'éponge sur un tableau pour leur faire apprendre les mouvements de l'écriture. C'était vraiment un processus extraordinaire et très émouvant à voir. Le groupe s'est également élargi en direction d'étudiants, et notamment le fameux groupe des agronomes de Gembloux dont Catherine Stercq, Alain Leduc, Michaël Latz et bien d'autres faisaient partie. Ils avaient beaucoup d'énergie et une conscience politique très aiguë. En effet, nous étions tous des enfants, à des degrés divers, de "mai 68". Nous nous interrogeons sur la manière de lutter contre les injustices dans le monde. L'alphabétisation était pour nous une occasion extraordinaire de relier nos idéaux à une pratique bien concrète. C'est ainsi que notre équipe fut finalement élargie à une quinzaine de personnes.

Notre maître à penser était Paulo Freire¹². C'était un grand pédagogue brésilien qui travaillait dans les bidonvilles. Il était fondamental pour lui de partir de la situation tout à fait concrète de ces pauvres gens, de ces miséreux. Coller à la réalité était une exigence qui devait sans cesse être maintenue. Les cours devaient être basés sur des situations précises, des phrases, des mots qui avaient une signification pour les apprenants.

Cela allait donc de pair avec une critique des manuels scolaires traditionnels dans laquelle nous nous inscrivions à fond. Plusieurs d'entre nous faisaient d'ailleurs partie de ce que nous appelions le groupe "Hypothèses d'école".

Le philosophe marxiste Althusser, ainsi que le sociologue Bourdieu étaient pour nous d'autres références importantes. Avec eux, nous partagions l'idée que l'école telle qu'elle existait ne faisait que reproduire les inégalités de la société, qu'elle était un appareil idéologique d'Etat. Si nous voulions combattre les inégalités dans la société, il fallait commencer par une critique aigüe de l'école, de ses manuels et de leur contenu. Nous avons passé des heures à lire ces manuels, à les passer au crible pour trouver de nouveaux contenus.

Le cadre syndical ensuite était primordial parce que fort soutenant. C'était pour nous une manière d'aider les travailleurs à sortir de l'illettrisme mais aussi à nous regrouper et lutter ensemble.

Il faut signaler une autre évolution dans le groupe qui était celle de la fascination de certains d'entre nous pour la Chine maoïste. La révolution de Mao Tse-Toung nous parlait parce qu'il nous semblait qu'elle mettait le doigt sur le rôle de l'intellectuel. Celui-ci ne pouvait devenir révolutionnaire, que s'il parvenait à comprendre réellement la condition des paysans, des ouvriers, etc. Il y a donc eu toute

12 FREIRE Paulo, Pédagogie des opprimés, Petite collection Maspero, 1974.

une phase de politisation du groupe qui nous a menés à des réflexions qui dépassaient le cadre de la lutte contre l'illettrisme.

Nous passons beaucoup de temps à refaire le monde. Evidemment cela peut aujourd'hui nous faire sourire et sembler naïf. Il y avait effectivement une bonne dose de naïveté mais nous avons tout de même compris quelque chose de fondamental et qui reste vrai : si l'on veut être "révolutionnaire" et attaquer le mal à la racine, il faut aller au fond des choses, c'est-à-dire aider les travailleurs à comprendre le monde, à le maîtriser et à s'organiser. Et il nous semblait que l'expérience chinoise avait des choses à nous apprendre dans ce domaine-là ».

L'équipe fonctionne sur des bases exclusivement bénévoles pendant une douzaine d'années (1969-1981), et compte jusqu'à une trentaine de personnes qui donnent des cours de français, d'arabe et de calcul. Ils déconstruisent les manuels existants et construisent de nouvelles pédagogies. Ils éditent eux-mêmes leurs manuels de cours avec des stencyleuses à alcool, puis à encre et enfin électronique.

Mais un des grands apports à ce tourbillon intellectuel, peu cité en Belgique, vient de Paris : il s'agit des éditions Maspero, dirigées par François Maspero, et notamment de la collection « Textes à l'appui » et d'autres dans la « Petite collection Maspero ». Rien que dans le secteur de l'alphabétisation, François Maspero mobilise les compétences de groupes français d'alphabétisation, en général des militants comme nous, et regroupés en Collectif d'Alphabétisation, pour produire une dizaine d'ouvrages qui seront nos références permanentes, parmi lesquels : *Parler, lire, écrire, lutter, vivre* en 1972, *Alphabétisation, pédagogie et luttes* et *Initiation à l'approche logique et au calcul* en 1973, *L'alphabétisation des travailleurs immigrés* en 1975, *Alphabétisation, pédagogie, pratiques, réflexion* en 1979. C'est la convergence de notre réflexion et de notre pratique avec ces auteurs qui a amené le groupe à s'appeler progressivement le Collectif d'Alphabétisation - Belgique.

L'impact des éditions Maspero sur l'histoire sociale bruxelloise a encore été peu analysé. En effet, les visions alternatives d'autres grands secteurs sociaux trouvent aussi leurs sources dans les éditions Maspero.

Nous pensons par exemple à la démarche critique d'Hypothèse d'Ecole, rue de Hollande à St-Gilles, qui s'appuie notamment sur *Chronique de l'école caserne* de Fernand Oury, sur *L'école capitaliste en France* d'Establet ou sur les derniers travaux de Célestin Freinet, *Pour l'école du peuple*.

Nous pensons aussi à la critique de la médecine libérale, qui aboutit à la création des premières Maisons médicales, notamment celle de Kris Merckx (« Médecine pour le peuple » créée à Hoboken sur la question du saturnisme), et à Norman Béthune à Molenbeek, où nous collaborons avec des médecins comme Colette Moulaert.

De manière plus générale donc, et en l'absence de politique d'accueil de cette immigration marocaine, ce sont des militants intellectuels et des ouvriers (notamment Albert Bracq) qui ont organisé et soutenu l'accueil de ces migrants. Avant son décès, Mohamed El Baroudi avait tenu à rendre hommage à tous ces militants, qu'il appelait les « passeurs de l'histoire sociale » : des syndicalistes, des alphabétiseurs, mais aussi des médecins, des juristes... engagés aux côtés des travailleurs immigrés, et qu'il avait réunis sous la présidence de Philippe Moureaux au Karreveld le 31

mars 2004. Cette rencontre a fait l'objet d'une publication mémorielle importante, *Les passeurs de la mémoire sociale 1964-2004*, édité par Jeunesse maghrébine en 2008.

C'est donc un troisième groupe de bénévoles, militants, pédagogues belges qui occupe aussi les soirées du 43 rue de Suède.

Trois approches convergentes...

Nous avons décrit trois approches, trois logiques spécifiques : la première syndicale, la seconde d'organisation des travailleurs immigrés et la troisième des militants intellectuels belges issus de mai 68. Ces trois approches n'étaient pas déconnectées, mais chacune gardait sa propre spécificité, ce qui engendrait tantôt des heurts et des incompréhensions, tantôt des actions communes, et parfois des convergences très fortes.

Nous examinerons maintenant, de manière chronologique, ce que ces « convergences conflictuelles », ont pu produire dans les années qui ont suivi, à savoir une forme de « mouvement d'éducation populaire autour de la FGTB de Bruxelles », une articulation très étroite entre le syndicat socialiste et les associations.

1. Une approche pédagogique commune (1970-1975)

La réflexion pédagogique sur les manuels d'alphabétisation a permis à l'époque d'articuler « pédagogie de formation syndicale » et « pédagogie de l'apprentissage ». Nous ne citerons que deux exemples concrets :

- un manuel sur la sécurité et l'hygiène est produit en 1975 pour le niveau d'alphabétisation « moyen ». Les dessins et la démarche proviennent de la publication *L'ambiente di lavoro* des syndicats italiens. Il est destiné aux travailleurs immigrés marocains qui travaillent parfois dans des conditions très insalubres (comme l'usine de batteries Tudor à Louvain, par exemple) ;
- la lecture de *L'éloge de l'instruction* (extrait de *La mère*, de Bertolt Brecht) est proposée dans le livre de Maspero. Nous le reprenons et le simplifions, pour l'utiliser au niveau fort, avec des travailleurs immigrés. La scène donne une représentation très fine de l'acquisition de savoirs, et du lien entre savoir et pouvoir. René De Schutter en reprend le refrain dans ses interventions syndicales : « Apprends, tu dois diriger ! ».

2. Une mobilisation commune sur la régularisation des sans-papiers

Nombre de travailleurs immigrés se retrouvent sans papiers suite à l'arrêt de l'immigration en 1974. Un combat pour la régularisation des sans-papiers est engagé, avec de nombreux « passeurs ». Une grève de la faim est organisée à l'église Saints-Jean-et-Nicolas à Schaerbeek. Les groupes d'alphabétisation de la rue de Suède font des collectes, et vont les soutenir. Une grande campagne de régularisation est lancée : ce ne sont pas les services des communes ou des

avocats privés qui préparent les dossiers, mais les organisations syndicales et principalement la FGTB. Les trois composantes se mobiliseront ensemble pour régulariser à partir de la FGTB près de 4.500 travailleurs immigrés (sur les 8.000 régularisés).

3. Un soutien bruxellois à la grève des travailleurs immigrés aux usines Henricot (1975)

Une grève de travailleurs immigrés éclate en 1975 aux usines Henricot à Court-Saint-Etienne. Le patron a décidé de tripler le prix des loyers, les faisant passer de 500 à 1500 francs belges. Le foyer est occupé : le groupe alpha y donne des cours de français en journée, des groupes de Bruxelles se cotisent et viennent soutenir cette lutte. Jelloul El Mahi est un des animateurs de cette grève, il raconte son itinéraire et ces luttes dans *Du Djebel à la Dyle*, édité par le Centre Culturel d'Ottignies et le Centre Régional d'Intégration du Brabant Wallon

4. La création d'une formation syndicale de base à la FGTB de Bruxelles (1976-1980)

Un petit groupe de 4-5 formateurs (notamment Martine Vandooren, Emile Vankerkhove, Michaël Latz et Alain Leduc) proches de l'expérience d'alphabétisation, crée et porte bénévolement de 1976 à 1980 une formation de base dans le cadre des formations de la FGTB, rue de l'Hôpital à Bruxelles. Il s'agit de donner à des militants syndicaux les éléments de base pour « raccrocher » aux formations syndicales de la FGTB.

Un petit film *lire, écrire, parler, lutter, vivre* relate notamment une enquête sous forme de recherche-action avec une dizaine de travailleurs bruxellois. Issus de la formation, certains fondent aussi l'« Unité », un petit local situé rue Théodore Verhaegen à Saint-Gilles, et financé par les cotisations des membres. Le groupe crée une pièce de théâtre, *La crise, c'est pas nous !* qui sera donnée dans le cadre de la FGTB, place Rouppe à Bruxelles : la pièce vise à montrer que la crise n'est pas « à cause des chômeurs, à cause des immigrés ».

5. Le financement de trois maisons fédératives dans les quartiers (à partir de 1980)

Cette expérience de la rue de Suède, déplacée dans les loges de la Maison du Peuple au Parvis de Saint-Gilles, est trop à l'étroit pour pouvoir développer ses activités. Début des années 80, trois « maisons fédératives » sont créées dans trois quartiers de Bruxelles : la Maison de l'Alpha, rue du Métal à Saint-Gilles, la Maison en Plus place Saint-Denis à Forest (avec notamment Michel Roland pour la Maison médicale et Françoise Weiss pour Infor Justice) et la Maison du Canal, rue du Ruisseau à Molenbeek (avec le permanent du secteur Métal de la FGTB, Pol Binje). Les trois composantes y sont encore présentes ensemble : la FGTB, le Collectif d'Alphabétisation, le RDM et les Ecoles de l'Avenir pour les enfants.

6. La création du Collectif d'Alphabétisation asbl (1981)

Le groupe alpha de Saint-Gilles, devenu Collectif d'Alphabétisation, souhaite se professionnaliser. Les bénévoles se sont progressivement désengagés. La crise est passée par là depuis 1973 : les nouveaux bénévoles sont sans emploi, et nombre de candidats à l'alphabétisation sont au chômage. Les premiers cours du jour pour chômeurs sont organisés sur base de deux postes CST (Cadre Spécial Temporaire, premier programme de résorption du chômage créé par Guy Spitaels

en 1977). Le Collectif d'Alphabétisation s'organise en asbl pour rechercher des moyens et adhérer aussi à l'association pour le Développement de l'Emploi, la Formation et l'Insertion Sociale (DEFIS) qui renforcera ce combat pour la reconnaissance de l'analphabétisme.

7. Les cellules de formation-reconversion (1981-1982)

Avec l'approfondissement de la crise économique de 1973, des usines ferment, parfois après de longs combats. Un nouveau dispositif est négocié pour permettre le reclassement des travailleurs (acquisition d'une nouvelle qualification et d'une perspective d'un nouvel emploi) : les « cellules de formation-reconversion ». Après celles de Rodange-Athus en 1977, de Glaverbel en 1979-1980 et les Tuileries d'Hennuyères en 1981, c'est au tour de Fabelta-Tubize en 1981 et de Cavell en 1982. Dans ces deux dernières expériences, le CEPAG (centre de formation de la FGTB nationale, Roger Piette, Michel Olivier) proposera au Collectif d'Alphabétisation d'y assurer les cours généraux (français, calcul, dessin technique et anglais). Là aussi, syndicats et associations s'unissent donc pour répondre au mieux aux besoins de formation de ces travailleurs en reconversion.

8. La création de l'asbl DEFIS (1982)

A l'initiative de la Formation pour l'Université Ouverte de Charleroi (FUNOC) un projet d'Université ouverte voit le jour en 1977, à l'initiative de Paul Demunter¹³ et Christiane Verniers, et avec l'implication très forte des deux branches du mouvement ouvrier, Germain Capelleman (MOC) et Aimé Lacroix (FGTB).

Existent aussi à la même époque Canal Emploi à Liège et RTA¹⁴ à Namur, qui prennent le relais du développement de la formation des chômeurs en lien aussi avec les deux organisations syndicales.

L'asbl DEFIS¹⁵ est créée à Bruxelles en 1982. Elle se veut une organisation « pluraliste » et a la particularité d'avoir une composition élargie, à savoir de mobiliser :

- deux centres universitaires, l'un issu de l'ULB (le CEPEC¹⁶, Mateo Alaluf), l'autre de l'UCL (la jeune FOPA¹⁷, avec son Directeur Eric Bokstael) ;
- des représentants des deux « mouvances » ouvrières, socialiste (notamment Roger Piette, Michel Olivier et Albert Faust) et chrétienne (notamment Emile Creutz, Jacques Debatty, Urbain Vanderschraege);

13 DEMUNTER, Paul, 20 ans d'éducation des adultes, Contradictions et l'Harmattan, 1997.

14 Au départ, le sigle RTA signifiait Radio - Télévision - Animation. Pour s'appeler, par la suite, Réinsertion - Téléformation - Animation. À ce jour, RTA signifie Réalisation - Téléformation - Animation.

15 LEDUC Alain, DEFIS, un organisme de coordination et de lutte contre l'exclusion éducative, sociale et professionnelle à Bruxelles, rapport à la Communauté française, avril 84.

16 CEPEC : Comité pour l'Etude des Problèmes de l'Emploi et du Chômage, Institut de sociologie de l'ULB, éditeur de la revue Critique régionale, dont le n° 9 de 1983 relate l'expérience.

17 FOPA : Faculté Ouverte en Pédagogie des Adultes, organise aujourd'hui un Master en sciences de l'éducation.

- d'une douzaine de « groupes de base », d'associations de terrain de lutte contre l'exclusion sociale dans des secteurs divers : l'analphabétisme, l'école, les handicapés...

Contrairement aux partenaires de la FUNOC, de Canal Emploi ou de RTA où seules les organisations syndicales sont présentes, l'ancrage se veut ici à la fois intellectuel (les universités), à la fois social (les syndicats) et associatif.

DEFIS initiera de nombreux combats d'envergure à Bruxelles, aboutissant notamment à obtenir des moyens pour ses associations dans le cadre du CST, puis du Troisième Circuit de Travail (TCT). Plusieurs centaines d'emplois seront ainsi obtenus, dans un contexte où les deux ministres compétents (Emploi, Michel Hansenne et Budget, Philippe Maystadt) étaient d'obédience sociale-chrétienne, proche du Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC).

Par ailleurs, il faut rappeler qu'à Bruxelles, la Région bruxelloise n'existait pas encore et qu'une mobilisation de toutes les forces de la société civile semblait nécessaire. DEFIS a d'ailleurs disparu avec l'avènement et la montée en puissance de la Région en 1989, notamment via les programmes régionaux que DEFIS avait amplement initiés.

9. La création de l'asbl Lire et Ecrire (1983)

L'asbl Lire et Ecrire Bruxelles est née au sein de DEFIS, comme étant un des pôles de l'association. La volonté est de développer la lutte contre l'analphabétisme à Bruxelles (LEE Bruxelles). DEFIS évalue le nombre de personnes analphabètes à 10% de la population totale. Il n'est pas réaliste de penser qu'on va lutter pour l'alphabétisation à cette échelle avec les quelques bénévoles du Collectif d'Alphabétisation. Il y a donc un enjeu de développement des possibilités de cours. Trois rapports sortent en même temps sur ce sujet début des années 80 :

- l'un réalisé par Alain Leduc, dans le cadre d'une convention avec le CEPEC (Mateo Alaluf) et le CEPAG (Roger Piette) à la demande de la Communauté française (finalement éditée dans « Critique régionale ») ;
- un autre est réalisé par Catherine Stercq, dans le cadre d'une convention avec ETB¹⁸ (Etude pour une Télévision Communautaire à Bruxelles), l'idée étant de prôner une campagne de masse utilisant la télévision comme l'Open University en Grande Bretagne ;
- un troisième, indépendamment des deux premiers, mais aux constats convergents, est la sortie du livre de Jean Lecuit, un jésuite membre de la direction d'ATD- Quart Monde¹⁹ *Maintenant lire et écrire n'est plus un problème pour moi.*

Lire et Ecrire Bruxelles naît donc sur un projet de « campagne d'alphabétisation », même si très rapidement le problème apparaîtra comme récurrent et nécessitant la mise en place de cours professionnalisés (quantitativement et qualitativement). Après un accueil extraordinaire de la RTBF²⁰ et de la presse écrite en général, plusieurs initiatives seront prises, notamment la production d'émissions de sensibilisation « Allo Bonjour » (avec Claude Semal et Georges Vandembroeck, une coproduction Vidéobus-RTA-DEFIS réalisée par Marcel Wynands).

18 Projet de TV communautaire, l'ancêtre de Télé Bruxelles.

19 ATD-QM : Aide à Toute Détresse – Quart Monde

20 RTBF : Radio Télévision Belge Francophone

L'association essaiera rapidement dans toute la Communauté française avec une régionale par Comité subrégional de l'emploi. Aujourd'hui Lire et Ecrire occupe 350 travailleurs et le réseau d'alphabétisation assure des cours d'alphabétisation à plus de 15.000 personnes. On est loin des 30 bénévoles de la rue de Suède...

10. La création de l'asbl Formation Insertion Jeunes (1984)

Un autre domaine de travail de DEFIS est la lutte contre le décrochage scolaire. Un *Livre noir de l'exclusion scolaire* est produit, à l'initiative de l'Atelier Marollien et de l'Association Pédagogique d'Accueil aux Jeunes Immigrés (APAJI). En 1983, une loi de prolongation de la scolarité obligatoire de 14 à 18 ans est votée, sans créer de nouveaux dispositifs pour les jeunes décrocheurs. Dans la mouvance de la rue de Suède, une asbl Formation Insertion Jeunes est créée notamment par une composante syndicale (André Willain, secrétaire de la Centrale Générale des Services Publics (CGSP) enseignement, puis Robert Manchon) et une composante associative. L'association est créée à partir de moyens humains et matériels du Collectif d'Alphabétisation, une sorte de « filiale spécialisée ». FIJ se crée dans le domaine de l'informatique, avec la volonté de créer des « nouveaux métiers », des « qualifications intermédiaires », de « nouvelles qualifications » pour les jeunes dans ce secteur. L'association s'est fortement développée, et est toujours partenaire avec le Collectif Alpha à Molenbeek.

11. La création du Collectif Formation Société (1986)

Les combats menés au sein de DEFIS avaient abouti à obtenir dans le réseau associatif bruxellois nombre d'emplois TCT (Troisième Circuit de Travail). Ces TCT étaient le plus souvent des postes de travail peu qualifiés (niveau inférieur à l'enseignement secondaire supérieur), à la fois pour des raisons budgétaires et pour « coller » au profil des chômeurs bruxellois. Au Collectif d'Alphabétisation en particulier, une dizaine de travailleurs n'avaient pas de diplôme, et la reprise d'études se révélait hasardeuse. Le Collectif Formation Société a donc été créé pour permettre aux adultes qui le souhaitaient de reprendre des études, avec le slogan « Vous rêvez de reprendre des études ? C'est possible ! ».

Ici aussi, nous retrouvons l'alliance de « la rue de Suède » : le projet naît d'un groupe de travailleurs associatifs (Rose Marie Geeraerts, Abdel M'Rabet, Gilles Huttereau, Lucienne Van Gelder, Rosine Pimpurniau) et de militants syndicaux (Emile Van Kerkhove, Mohamed El Yahyaoui, Edelmiro Gonzalez), avec le soutien du Collectif Alpha (en force de travail, en locaux, en moyens matériels), de Formation Insertion Jeunes (en force de travail), de la Maison Médicale de Forest, de la FGTB (obtention du congé éducation payé, par Roger Piette) et d'un groupe de formateurs universitaires bénévoles (Mateo Alaluf, Valter Cortese, Suzanne Beer, Andrea Rea, Alain Leduc). Les principaux alliés sont la Promotion sociale communale à Saint-Gilles, l'Ecole Ouvrière Supérieure (EOS - Janine Verbist, Daniel Contempéré) et une filière ouverte à Nivelles (ULB : licence en sciences du travail, à l'initiative de Mateo Alaluf, dispositif aujourd'hui pilotée par Mejed Hamzaoui).

Le projet s'est lui aussi développé prenant diverses formes au fil des années en poursuivant aujourd'hui les objectifs de soutien à la Reprise d'études. CFS est aussi à l'origine de la fondation

de l'asbl Université populaire de Bruxelles (2009), toujours avec les composantes historiques : la FGTB, l'EOS, l'ULB et un volet associatif. C'est dans ce cadre que le Collectif Alpha anime aujourd'hui les « Ateliers », préparant à la délivrance du Certificat d'Etudes de Base.

Retour sur le contexte de la fin des années 80

Le paradoxe de cette expérience « puissante » est qu'elle a été possible sans qu'il n'y ait jamais constitution d'un lieu institué de travail en commun, une sorte de Mouvement Ouvrier Socialiste (par référence au Mouvement Ouvrier Chrétien). C'est pourtant ce que nous avons régulièrement prôné, notamment en 1987 dans nos « propositions d'actions » à l'issue du « bilan de 5 années de lutte contre l'exclusion sociale dans la mouvance socialiste à Bruxelles ». Nous écrivons notamment en conclusion : « le moment semble venu de passer à une vitesse supérieure. Nous voulons réussir le pari de structurer la lutte contre l'exclusion sociale sur des objectifs communs ; nous voulons transformer nos expériences limitées en propositions politiquement réalistes ; nous voulons articuler ces propositions avec les autres projets et axe de travail de la FGTB, du PS, et des autres composantes du monde du travail ». Même si le travail commun a continué jusqu'à ce jour de manière informelle, force est de constater que cette proposition n'a jamais rencontré d'écho suffisant, qu'aujourd'hui aucune structure de type « MOS » n'existe, et que ce mode d'articulation « monde du travail » versus « monde de l'exclusion » risque bien de disparaître avec ceux qui l'ont porté.

Il nous faut de plus rappeler ici que toutes ces initiatives se sont développées dans un contexte d'absence de Région bruxelloise, et donc de services publics en lien avec les besoins de la population de la Région. La composante « universitaire, syndicale et associative » de DEFIS a largement contribué à compenser cette absence des pouvoirs publics, et à préparer les mesures qui seront prises avec l'avènement de la Région en 1989 dans les domaines de la scolarité (les Zones d'Education Prioritaires), de la formation (l'Insertion Socio-Professionnelle)...

D'autres courants ont eu des itinéraires semblables, « parallèles » mais qui ont fini par « converger » : nous pensons aux foisonnantes initiatives du Mouvement Ouvrier Chrétien, aux initiatives autour du Centre d'Action Social Italien (CASI) à l'initiative de Bruno Ducoli et celles du pasteur Mauro Sbolgi. Et à toutes les autres associations nées dans cette période (1968-1989) dans tous les autres domaines comme la santé (les Maisons médicales), l'environnement (Atelier de Recherche et d'Action Urbaines, Inter Environnement Bruxelles), le logement, la santé mentale...

C'est sans doute aussi ce qui explique l'importance des politiques de partenariat avec l'associatif que la Région devait initier en 1989. Mais cela, c'est une autre histoire...